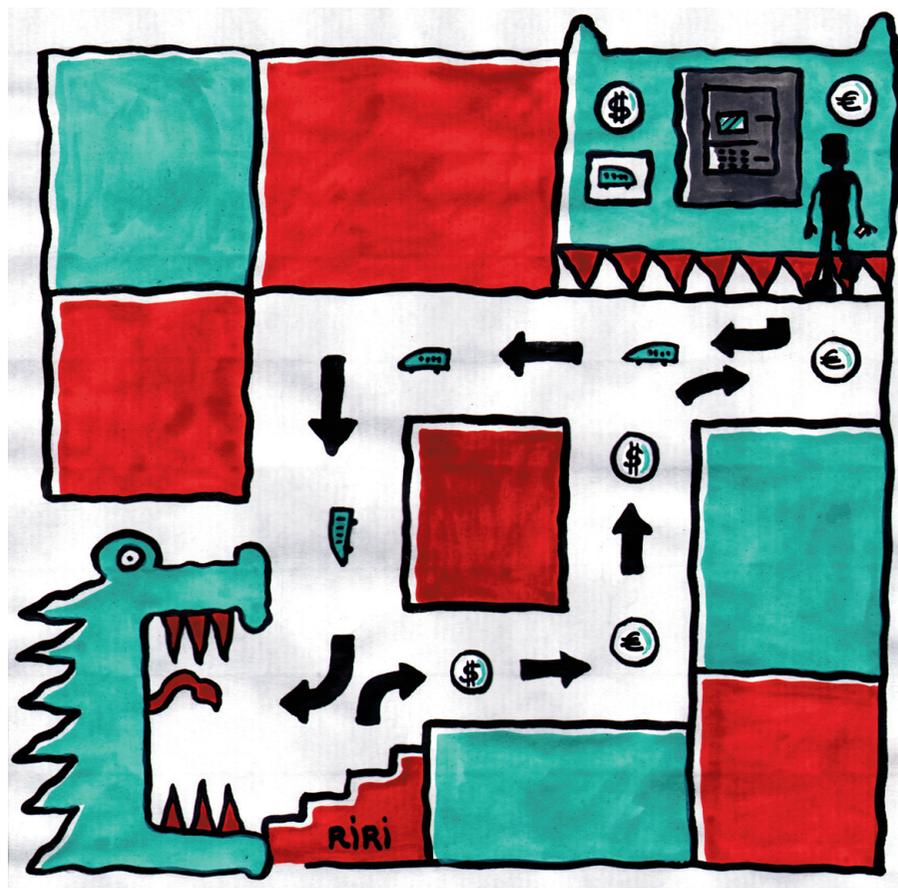


CIC-atrices urbaines

Dr Martius

Groupe Louise-Michel
de la Fédération
anarchiste



**« Il est naturel que les gens qui ont de l'argent soient appréciés dans les banques.
L'ennui, c'est que cela arrive aussi hors des banques. »**
Sigmund Freud

Trottoirs payants pour de rire

Parmi les actions du collectif parisien RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), deux fonctionnaient en négatif l'une de l'autre. L'action « Portes ouvertes » (bloquer les portillons d'accès aux quais et ouvrir la porte latérale de service) consistait à créer symboliquement, le temps de l'action, les conditions concrètes de la revendication pour les transports gratuits, en laissant les usagers entrer librement dans le métro (avec diffusion de tracts et distribution de café/croissants lorsque le lieu et le moment de la journée laissait espérer une ambiance pas trop tendue avec les cerbères du système...).

À l'opposé, l'action plus ludique « Trottoirs payants » consistait, pour des militants en veste et casquette à la façon de contrôleurs (invitant à réfléchir sur la notion et le rôle de l'uniforme), à arrêter les passants dans la rue pour les informer que l'accès aux marches par la voie publique serait désormais payant. Nous déroulions le discours que l'on nous oppose pour justifier les transports payants (nécessité de payer comme gage de la qualité du service, lutte contre l'insécurité, aspect déresponsabilisant de la gratuité et res-

ponsabilisant du prix, etc.). C'était aux passants – usagers de la voie publique – de penser et de formuler des arguments en faveur du maintien de la gratuité des trottoirs. Cette situation renversée, vécue comme absurde car simplement contraire aux habitudes en ce qui concerne les trottoirs, permettait de travailler sur l'un des obstacles à nos revendications qu'est le sentiment de l'évidence des transports payants, qui n'est jamais qu'une habitude de choix faits par les exploitants et les politiques.

Trottoirs payants pour de vrai

Depuis deux mois, dans le métro parisien, les gares SNCF et les agences de la banque CIC, on peut voir une affiche saisissante. Il s'agit de vanter le « service » offert par les distributeurs de cette banque : y recharger son Pass Navigo, c'est-à-dire cette carte à puce nominative sur laquelle est chargé l'abonnement choisi (imposé!) – hebdomadaire, mensuel, annuel – qui remplace le ticket, et qui permet de cliquer tous vos déplacements, tant pour des raisons commerciales que de contrôle social.

Incidentement, notons que les marchands et les tyrans modernes sont animés de la

même motivation : prévoir les comportements du consommateur pour celui-là, du citoyen pour celui-ci. D'où les mêmes outils de gestion des données pour pouvoir déduire que tel ensemble de caractéristiques va engendrer tel comportement. Le marchand pour vendre, le tyran pour punir. Ainsi le tyran construit-il un système technico-réglementaire qui associera certaines caractéristiques d'état ou de comportement d'un individu, au risque statistique (construit!) de la commission d'une infraction. Il ne lui reste plus qu'à surveiller, soustraire, voire détruire, un individu au seul constat de ces caractéristiques, avant même qu'un acte n'ait été commis. Dans ce schéma, les données relatives aux déplacements des personnes sont recherchées tant par les marchands que par le tyran. D'où l'imbrication des thématiques commerciale et policière autour de la billettique.

Pour revenir à l'affiche, son visuel est terrifiant dans l'affirmation du programme politique porté par les transports payants. En effet, il montre un distributeur de la banque installé à l'angle d'un immeuble parisien, et de l'autre côté de l'angle, l'abouchement de la rue commandée par des portillons automatiques



comme ceux installés à la RATP ou à la SNCF (les « CAB » pour Contrôle Automatique de Billets). En surimpression, on voit les positions successives d'un homme (un jeune bobo satisfait!) qui vient d'utiliser le distributeur et qui n'a plus qu'à faire deux pas pour entrer tout sourire dans la rue, en positionnant son Pass Navigo devant la cellule de lecture d'un des portillons de la barrière.

Aucune référence au métro, au bus, au train, ne vient rappeler qu'il s'agit d'accès aux transports. Aucune référence à ce qui pourrait être une gêne pour le brave usager (une queue fastidieuse à un guichet, par exemple) ne renvoie à un argument commercial particulier du service. C'est vraiment une image dédiée, de l'espace public de la rue devenu espace payant avec contrôle d'accès à chaque carrefour. Ce que les militant.e.s du RATP imaginaient sur un mode de jeu de rôles pour provoquer la réaction et la réflexion des passants, la RATP, la SNCF et la banque CIC le proposent (l'imposent!) comme image du progrès jeune et moderne.

Les affiches sont certes encore discrètes (70x50 cm, et associées aux panneaux informatifs). Elles n'ont pas encore l'honneur des panneaux 4x3 mètres. Mais le seul fait que cette image soit osée, montre le degré d'intériorisation du schéma de contrôle, tant par les concepteurs et réalisateurs de l'affiche que par les usagers.

« Aux barricades ! »

Plus que jamais il nous faut reprendre possession des espaces publics de nos villes, au premier rang desquels la rue. Et s'il les faut encombrées, que ce ne soit pas de CAB mais de barricades!

D M

Outre des articles réguliers dans le *Monde libertaire*, différents textes permettent d'approfondir la question des transports gratuits pour tous. Notamment:

Zéro euro zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous (Ed. du Monde libertaire – Alternative Libertaire, 2002).

Article « Transports publics et gratuité: d'une évidence mal partagée à une revendication de rupture », de Martial Lépici, dans la revue *Réfractations*, n° 15, hiver 2005, consacrée aux services publics. Voir le site: refractions.plusloin.org

Toutes les productions du Collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), 145, rue Amelot, 75011 Paris, metro.samizdat.net

Pour une réflexion complémentaire sur la gratuité, voir l'essai *Pour la gratuité* de Jean-Louis Sagot-Duvaurox (Desclée De Brouwer, 1995, augmenté et revu en 2006 aux éditions de l'Éclat), aujourd'hui gratuitement diffusable via le site des éditions de l'Éclat ou celui de « Périphéries ».

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site federation-anarchiste.org

Venezuela

Criminalisation et mort des « Frontières sans terres »

**Le combat
Le vieil Antonio à pour habitude de dire
que le combat est comme un cercle.
On peut le commencer partout
mais il ne finit jamais.
(Sous-commandant Marcos)**

Jose Quintero Weir

*traduit par le secrétariat aux
Relations internationales*

L'ÉDITORIAL COLLECTIF DE *EL LIBERTARIO* dénonce les attaques criminelles qui ont eu lieu le 13 octobre 2009 contre le peuple Yukpa dans la Sierra de Perija, dans l'ouest du Venezuela, causant la mort de deux indigènes et en blessant plusieurs autres. L'article suivant – portant sur la tactique et la stratégie de la normalisation culturelle de la « révolution vénézuélienne » - décrit ces faits.

Le 12 octobre, ce que nous avons dénoncé depuis longtemps comme étant une volonté d'éradication des cultures indigènes et une stratégie de normalisation culturelle venant de l'actuel gouvernement du Venezuela a eu lieu: l'équipe ministérielle de Chávez est venue pour attribuer de prétendus titres de propriété aux trois communautés indigènes de Yukpa dans la Sierra de Perija, avec pour prétexte d'achever le processus de délimitation des terres appartenant à ces peuples. L'absence du président Chávez fut remarquée lors d'un tel événement attendu dans la sierra depuis l'année 2002 quand, par mandat constitutionnel, l'État a été censé achever le processus de délimitation de tous les territoires indigènes du pays. En fait cela a donné lieu à un énorme déploiement de soldats, soit-disant pour assurer la sécurité des ministres (dont ceux de l'Intérieur, de la Justice et des Peuples indigènes, parmi d'autres fonctionnaires présents), qui, au plus léger signe de protestation des communautés non « concernées » par l'événement, réagissaient immédiatement pour réprimer leurs demandes.

Finalement, le peuple Yukpa a été contraint d'accepter de ne rien recevoir.

On s'attendait depuis des semaines déjà à ce que quelque chose se passe du côté du peuple Yukpa de la sierra de Perija. La Commission régionale de délimitation a annoncé la date d'attribution des titres de propriété mais a déclaré qu'elle ne concernait que trois communautés: Aroy, Sirapta et Tinacoa, terres que le gouvernement avait déjà livrées à des propriétaires terriens qui n'ont en fait pas été forcés de les rendre au peuple Yukpa, qui n'a donc rien reçu d'autre que de la montagne et des rochers non cultivables.

Durant cette période, de manière coordonnée, les commissions ministérielles, dirigées par Diosdado Cabello (ministre plénipotentiaire de Chávez) et Tarek el Aisami (ministre de l'Intérieur et de la Justice) notamment, s'employèrent à distribuer des sacs de nourriture, promettant une amélioration des infrastructures: écoles, postes d'instituteurs, routes, hôpitaux et autre projets pour la production agricole, pour ceux qui accepteraient de ne pas prendre part à la remise des titres de propriété le 12 octobre et menaçant ceux qui s'y opposeraient. Pendant ce temps, une base militaire a été construite sur un territoire Yukpa non reconnu, ce qui a été vivement contesté par les peuples indigènes réprimés par le même Diosdado Cabello, chargé par Chavez de mener cette tâche, puisque la base est liée aux plans dont nous parlerons plus loin.